

affaires de commerce!

L'exportation de produits laitiers
au Burkina Faso et en Tanzanie





Affaires de commerce!

**L'exportation de produits laitiers
au Burkina Faso et en Tanzanie**

Introduction:

page 1 - 2

1 Politique agricole de l'EU sous réforme:

page 3 - 6

2 Impacts socio-économiques:

page 7 - 11

3 Impacts environnemental:

page 13 - 15

Recommandations et conclusion:

page 16

Introduction



Affaires de commerce!

Le commerce et l'investissement étranger direct sont des instruments de lutte importants contre la pauvreté et la dégradation écologique. C'est un fait indiscutable que le commerce et les flux d'investissement peuvent jouer un rôle positif dans la réduction de pauvreté et de l'arrêt de la perte de biodiversité. Ce qui est discutable, cependant, est la manière de réguler et d'organiser ces flux. Trouver des moyens de maximiser cette contribution positive du commerce et des flux d'investissement pour un développement durable est certainement l'un des plus grands défis de cette décennie.

L'étude de cas suivant, fait partie d'une série produite par le Comité National de l'IUCN- Pays-Bas (IUCN NL) et Both ENDS pour apporter plus de lumière dans la relation qui existe entre la politique économique (telle que les politiques commerciales et d'investissement), la réalisation de moyens de'existence durables dans les pays

pauvres, et l'arrêt de la perte de biodiversité. Chaque cas décrit un exemple spécifique, et propose des recommandations sur la manière d'aller de l'avant. Les cas visent à soutenir les discussions actuelles mondialement tenues sur comment la mondialisation peut être bénéfique à toute vie sur terre.

La politique agricole commune, le marché mondial et l'OMC

“J'admet que je m'étais trompé”
Sicco Mansholt, 1995.

Sicco Mansholt, le premier Commissaire Européen à l'agriculture et l'homme derrière sa Politique Agricole Commune de l'Europe (PAC), croyait en la possibilité de peaufiner l'agriculture au sein de l'Union Européen (UE), mais a réalisé plus tard que la politique agricole qu'il a créée avait surpassé ses objectifs.

Vers la fin de sa vie, il concluait, "qu'avons nous fait en Europe ? Nous avons rendu le marché agricole inopérant en fixant le prix du grain, et ce faisant, nous avons obtenu des surplus de plus de quarante millions de tonnes par an. Nous avons déversé ces surplus dans le marché mondial par des subventions à l'exportation coûteuse pour des prix soldés, poussant les paysans du tiers monde dans les taudis et le désespoir".¹

Mansholt a observé les limites de l'agriculture Européenne, mais a simultanément eu connaissance de l'important rôle que l'agriculture peut jouer dans le cadre de la conservation de la nature – quelque chose qui est de plus en plus reconnue.

Cette étude de cas essaiera de décrire la tension entre la libéralisation d'un terrain de jeux sans niveaux et l'impact que cela a sur les paysans et les conditions écologiques de Burkina Faso et de Tanzanie. Ces pays doivent peaufiner leur politique de développement agricole durable tandis qu'ils sont confrontés à la compétition injuste de l'Europe.

Nous allons explorer les problèmes de développement spécifiques auxquels sont confronté le Burkina Faso et la Tanzanie, et nous regarderons comment les politiques commerciales de l'EU affectent les moyens d'existence des paysans de ces pays, et comment ces politiques pourraient influencer l'environnement. Une attention spéciale sera accordée à l'effet des subventions (à l'exportation) Européenne dans ces pays.

¹ Westerman, F. 1999 /
De Graan Republiek
[TheCorn Republic] /
Atlas, Amsterdam



1 La Politique agricole de l'EU sous réforme

La Politique Agricole Commune (PAC) a été créée en réponse aux rares de l'Europe d'après-guerre en 1959. La politique visait à garantir des revenus stables aux paysans, et permettre leur auto-suffisance en produits alimentaires de base.

La politique a connu beaucoup de succès. En fait, durant la décennie de son commencement, le secteur agricole Européen a produit bien plus de nourriture que l'Europe ne pouvait en consommer. Subséquemment, le soit-disant 'lac de lait' et 'montagne de beurre' devinrent synonyme de l'abondance Européenne en produits agricoles.

Tableau 1:
Part de l'UE dans le commerce mondial en une sélection de produits laitiers (2004)

1.000 Tonnes	Commerce mondial	Part de l'UE
Beurre/huile de beurre	920	33%
Poudre de lait écrémé	1.300	17%
Fromage	1.370	37%
Poudre de lait entier	1.730	28%
Lait concentré	450	48%

Le commerce des produits agricoles entre les Etats membres de l'UE est libre, bien que le Conseil Européen établisse des prix communs à partir desquels les produits peuvent être vendus. Le plus important prix commun est le prix planché, à partir desquels les paysans peuvent vendre leurs produits à des entrepôts d'intervention, si certaines mesures de qualité sont prises en compte. Les entrepôts d'intervention sont obligées d'acheter les produits des paysans aux prix d'intervention dès que le prix planché est atteint.

La commission a souvent été confrontée à de larges stock pour certains produits, et a

ainsi trouvé une solution au paiement des remboursements d'exportation ou aux subventions d'exportation, qui couvre la différence entre le prix de l'UE et le prix payé au marché mondial.

La politique de l'UE a été réformée plusieurs fois après le milieu des années 1980, lorsque les surplus devinrent presque ingérables. Malheureusement, ces réformes n'ont pas réglé les problèmes et la pression internationale s'accentue pour des changements drastiques. La plus récente réforme (2003) essaie de transférer le point d'intérêt de la productivité maximisée aux moyens d'existence de long terme dans les zones rurales, en récompensant les paysans pour la production de denrées alimentaires satisfaisant les trois principales priorités de la PAC, à savoir la qualité, la sécurité, et la prise en compte de l'environnement.

Le budget dépensé sur la PAC est appelé à baisser durant les années à venir (y compris 2005). Entre temps, les critiques considèrent des changements trop minces et les progrès trop lents.

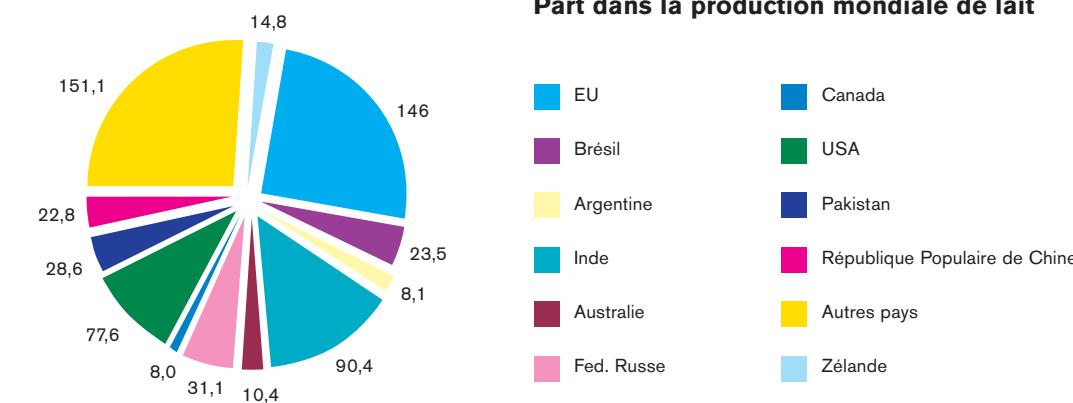


Figure 1:
Part dans la production mondiale de lait

Source figure 1: Hofstetter,
2004 / Anforderungen an eine
Reform der EU-Milchmarktord-
nung aus der Sicht bäuerlicher
Organisationen in Nord und Süd.
/ ABL-Germanwatch, Hamm-Binn

² Borell, B., Hubbard, L., 2000 /
Global economic effects of the
EU Common Agricultural Policy /
Institute of economic affairs /
Blackwell Publishers, Oxford

Exportation laitières subventionnées et marché mondial

L'UE est le plus grand producteur de produits laitiers dans le monde, avec une production totale de lait fluide de 146,5 millions de tonnes. Seulement 7% du lait globalement produit sont vendus dans le marché mondial (approximativement 42 millions de tonnes). Environ 2/3 de ces exportations proviennent de l'UE. Suivi par la nouvelle Zélande et l'Australie. L'UE et la Nouvelle Zélande sont les plus grands exportateurs mondiaux de lait en poudre. Quelques uns des principaux importateurs de produits laitiers sont la Fédération Russe, Mexico et le Japon. L'Europe utilise la plus grande partie de son lait pour produire du fromage, qui est plus lucratif que le lait en poudre. Ces

dernières années, la Nouvelle Zélande a augmenté ses exportations laitières spécialement dans le marché Chinois en expansion. Dans le même temps, les pays en développement offrent des perspectives de croissance pour les produits laitiers. La demande en produits laitiers à valeur ajoutée dans ces pays est influencée par les facteurs liés à la croissance à l'augmentation des revenus du ménage, urbanisation et conditions économiques. Les dernières années ont montré un accroissement des exportations des économies africaines en croissance.

Petits montants, grand impact

Malgré le fait que la part totale des produits laitiers vendus soit extrêmement petite

comparée à la production totale de lait, l'impact de ce commerce est considérable. La principale raison de ce fait est en ce que certains des principales nations productrices des produits laitiers les subventionnent leurs secteurs et exportations laitières, leurs surplus aux marchés extérieurs, compétissant férolement avec les produits laitiers locaux. Dans le cas de l'UE, sa politique agricole commune a encouragé une production croissante de produits agricoles dans les Etats membres Européens. Ceci a réduit les importations et augmenté les exportations, tandis que les prix élevés au consommateur ont découragé la consommation, qui a encouragé l'exportation².

La PAC annonce seulement un impact sur l'économie de l'UE et les consommateurs,

mais elle affecte également d'autres pays. La réduction de la demande d'importation en rapport avec la PAC et l'utilisation des subventions à l'exportation ont substantiellement baissé les prix mondiaux – spécialement ceux des produits laitiers.

Résultat, les producteurs non UE ont dû diminuer leur production, et beaucoup ont entrepris des réformes drastiques pour pouvoir compétir avec les exportations Européennes, la Nouvelle Zélande étant un exemple de choix. Dans le même temps, les subventions ont rendu le marché agricole inopérant, parce que l'offre ne réagit pas par rapport à la demande, mais plus par rapport au montant de subventions (à l'exportation) disponible à un moment donné. L'UE, n'est cependant pas le seul coupable. Borell et Hubbard estiment que les politiques laitières Canadiennes et des USA sont responsables d'une influence baissière de plus de 70% des prix agricoles du marché mondial³.

OMC, dumping et déficit de la libéralisation

Les négociations multilatérales ont essayé depuis des décennies de régler la question des soutiens à l'agriculture. Un des principaux problèmes a traditionnellement été le dumping des denrées alimentaires sur le marché mondial. Le dumping peut être défini comme la vente de biens à l'extérieur à un

montant inférieur à leur coût de production.

Les règles de l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC) qui interdisent le dumping (article 6 de l'Accord Général sur le Commerce et les Prix) sont très compliquées, ce qui rend difficile l'établissement de directives anti-dumping. Les pays pauvres manquent souvent d'outils légaux pour combattre ces pratiques et de fonds pour contracter des cabinets de droit international qui peuvent porter plainte à l'OMC. En conséquence, une décennie après la promulgation de l'accord de l'OMC sur l'agriculture, le dumping continue à être une pratique courante.

Comme les coûts de production du lait varient, du fait de toutes sortes de raisons externes, à travers le globe (voir tableau 2), il est difficile de déterminer le prix de revient réel du lait. Pourtant le débat économique se concentre seulement sur les coûts de production. Ceci réduit la discussion à un stade qui ne permet pas de réflexion sur l'autre, également important, les buts de l'économie, qui contribuent à des objectifs de développement environnemental et social. Généralement, les coûts de mise en œuvre de ces objectifs ne sont pas pris en considération lors des discussions sur les coûts de production effectifs.

L'agriculture et une question férolement débattue aussi bien à l'intérieur qu'à l'exté-

³ Borell, B., Hubbard, L., 2000 / Global economic effects of the EU Common Agricultural Policy / Institute of economic affairs / Blackwell Publishers, Oxford



rieur de l'OMC. Certains soutiennent que l'OMC ne devrait pas traiter de l'agriculture dans le cadre des négociations de libre échange, puis que le secteur agricole joue un rôle unique – aussi bien comme pourvoyeur d'aliments que d'importants moteurs de développement économique d'un pays. Les principes de libre échange qui sous-tendent l'OMC sont dits incompatibles avec le droit humain fondamental à la nourriture et celui de choisir l'origine de sa nourriture (Souveraineté alimentaire).

D'autres soutiennent que les subventions agricoles dans les pays développés tendent à bénéficier aux riches agriculteurs et compagnies multinationales agricoles et n'empêchent pas la disparition des petits fermiers Européens⁴.

De plus, de fortes preuves suggèrent que les exportations laitières subventionnées affectent la vie des paysans producteurs de lait dans de nombreux pays en développement⁵. Ces pays ne sont pas capables de protéger leurs marchés, et sont souvent forcés à suivre des politiques de libéralisation imposées par les institutions financières internationales qu'ils approchent pour des soutiens financiers. En même temps, les réformes agricoles, aussi bien dans les pays développés que dans le cadre de l'OMC, sont lentes et ne reconnaissent pas suffisamment les besoins des

pays en développement. En Inde par exemple, les producteurs laitiers sont inquiétées depuis que les USA ont eu gain de cause pour un appel de l'OMC qui a forcé l'Inde à cesser de protéger ses producteurs laitiers.

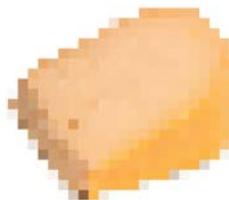


Tableau 2:
Coûts de production dans les pays sélectionnés 100 litre / € (2003)

Japon	920	Croatie	38,00	Afrique du Sud	23,35	Zélande	38,00
Suisse	1.300	Canada	37,76	Mexique	22,14	Chili	37,76
Iceland	1.370	EU	28,60	Inde	17,00	Fed. Russe	28,60
Norvège	1.730	USA	24,46	Australie	16,18	Ukraine	24,46

Source: voir Tableau 3

Tableau 3:
Statistiques choisies de la Tanzanie, Burkina Faso et de l' UE

	Tanzanie	Burkina Faso	EU
Surface kilomètres carrés	886.000	274.000	
Effectif de la population	36.700.000	18.000.000	
Croissance annuelle	1,83%	2,90%	
Croissance économique	5,80%	8,00%	
Part de la population en dessous du seuil de pauvreté	36,00%	45,00%	
Part de l'agriculture dans le PIB	45,00%	31,00%	1,6%
Part de l'agriculture dans les revenus d'exportation	46,00%	40,00%	

Source Tableau 2 et Tableau 3: Hofstetter, 2004 / Anforderungen an eine Reform der EU-Milchmarktordnung aus der Sicht bäuerlicher Organisationen in Nord und Süd. / ABL-Germanwatch, Hamm-Binn

⁴ Wiggerthale , M., 2005 / What's wrong with EU agricultural subsidies? / www.fairer-agrarhandel.de / Hofstetter, 2004 / Anforderungen an eine Reform der EU-Milchmarktordnung aus der Sicht bäuerlicher Organisationen in Nord und Süd / ABL-Germanwatch, Hamm-Binn / Oxfam International, 2002 / Milking the CAP / http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/trade/downloads/bp34_cap.pdf.

⁵ Des cas Subséquents en Jamaïque, République Dominicaine, et Afrique du Sud illustrent les effets adverses du dumping des produits laitiers.

2 Impacts socio-économiques des exportations laitières en Tanzanie et Burkina Faso

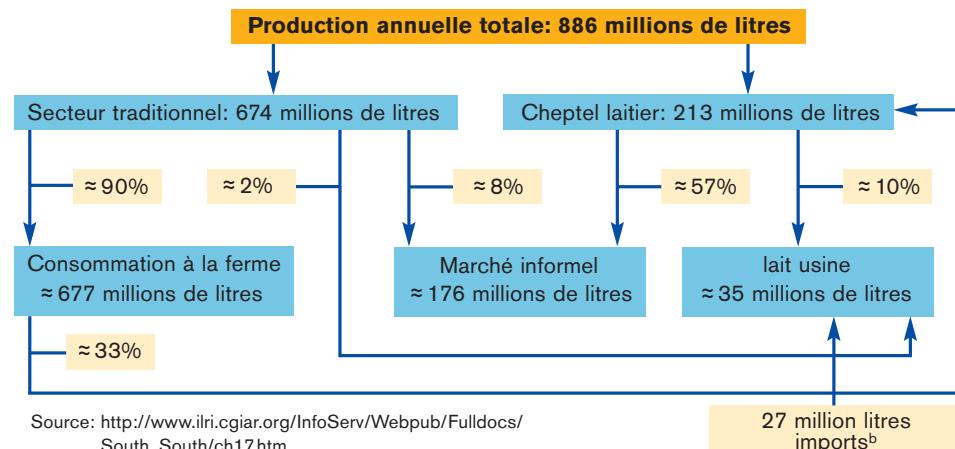


Traditionnellement, la consommation de lait est très faible en Afrique. Mais, avec la croissance de population et urbanisation croissante, la demande pour les produits laitiers a significativement augmenté. Le secteur laitier Africain se bat pour faire face à la demande montante ; ceci est premièrement causé par sa propre faible productivité. La question de compétition à laquelle il fait face venant des importations bon marché intensifie le problème. La plupart des pays Africains, à l'exception de l'Afrique du Sud, sont importateurs de laitiers. Cette importation de lait en poudre a eu un impact sur le développement de Burkina Faso et de la Tanzanie, de plusieurs, peut être inattendues, manières.

L'agriculture au Burkina Faso et en Tanzanie

Le Burkina Faso et la Tanzanie sont haut classés dans la liste des Nations Unies des pays les moins développés. Le taux de croissance démographique élevé dans ces pays a entraîné une demande croissante pour la nourriture. De plus, pendant que le nombre des populations rurales reste élevé en comparaison avec les pays développés, un urbanisation croissante a augmenté la demande urbaine pour la nourriture. Néanmoins, la sécurité alimentaire demeure un problème. Bien que les économies de ces pays soient à prédominantes agricoles, ils sont des importateurs alimentaires nets, y compris pour les produits laitiers.

Figure 2: Flux laitiers en Tanzanie⁶



Commercialisation des laitiers : production locale contre importations

En Tanzanie et au Burkina Faso, l'agriculture est principalement de subsistance, puisque les paysans consomment la plupart de ce qu'ils produisent eux-mêmes. Ceci signifie que seulement 5% de la production laitière totale atteint le marché formel au Burkina Faso, tandis que 15% sont vendus dans le secteur informel.

Les paysans consomment approximativement 85% de la production laitière de Tanzanie eux-mêmes. En conséquence, seulement 15% de la production locale de lait atteint le marché⁷.

Les produits laitiers locaux sont confrontés à la compétition des exportations principalement dans le secteur formel (supermarchés et autres revendeurs de lait dans les zones urbaines). Les produits laitiers subventionnés d'importation, qui sont vendus sous forme de lait en poudre ou de lait fabriqué à partir de lait en poudre reconditionné dans des unités de conditionnement locales sont habituellement moins chers que les produits locaux. L'incapacité à compétir est de plus exacerbée par des facteurs tels que le climat, le manque de technologies laitières appropriées, et les problèmes d'infrastructures (mauvaises routes, manque de facilités d'eau, coupures d'électricité, etc.). Les besoins en investissement pour améliorer le secteur laitier local est ainsi au minimum élevé au départ.

Cependant les bas prix sur le marché ne généreront qu'un retour d'investissement incertain. Avec de faibles investissements, il y a peu d'innovation dans le marché local. Comme tel, on peut dire que les subventions de l'UE et les politiques de libération de l'OMC, le FMI et la Banque Mondiale ont placé un solide plafond en verre sur le développement agricole de la Tanzanie et du Burkina Faso.

⁶ 'Le secteur traditionnel' fait référence aux éleveurs, tandis que le groupe laitier fait référence aux non éleveurs. La distinction entre le 'marché informel' et 'le lait usiné' est que le premier est vendu sous forme de lait brut, tandis que le dernier concerne les produits laitiers usinés.

⁷ International Livestock Research Institute, 1998 / The Tanzanian Dairy Sub-Sector. A Rapid Appraisal. Vol.2 - Targeting Dairy Development. Morogoro, Dar Es Salaam / MOAC, SUA and ILRI, Nairobi

Tanzanie : La protection du marché

La Tanzanie essaie de développer son secteur laitier depuis longtemps avec peu de succès. Le Pays s'est concentré dans le développement de la petite production laitière depuis le milieu des années 1980. Bien que ceci ait conduit à des améliorations dans le secteur (d'après la FAO⁸, la petite paysannerie laitière profite clairement aux femmes et aide à réduire la pauvreté), la production locale n'a pas été capable de faire face à la demande croissante (la production est passée de 300 milliards de litre en 1971 à 600 millions de litres en 1994/1995). Ceci a conduit à une baisse de la consommation annuelle de lait par tête de 22 à 20 litres⁹.

Tableau 4:
Importation laitière
de Tanzanie en tonnes

Années	Produits laitiers
1997	3.469
1998	3.869
1999	5.565
2000	4.876
2001	3.942
2002	4.354
2003*	4.869

Source: <http://www.fao.org/docrep/meeting/008/J2088e/J2088e00.htm> - P119_18218

*Données douanes, 2003 incomplètes

La Tanzanie importe aussi les produits laitiers d'Afrique du Sud¹⁰. L'UE compte pour 20% des importations laitières (directes) avec les Pays-Bas y ayant la plus grande part¹¹. Ces importations consistent principalement en du lait en poudre qui, représente 71% des importations en 2002¹². Entre 1994 et 1998, les importations se sont élevées à 27,4 millions de litres par an (en équivalents litres de lait liquide).

A cause de la menace constituée par l'importation laitière au secteur laitier local, 15 transformateurs laitiers privés se sont réunis pour former l'Association Tanzanienne des Transformateurs Laitiers (TAMPA) en 2001. TAMPA soutint que si un des transformateurs décidait de produire du lait à base de poudre de lait, tous les autres transformateurs seraient forcés de faire de même, afin de rester compétitif. Ils se débrouillèrent pour faire du lobbying auprès du gouvernement afin d'imposer une interdiction à la poudre de lait importée. Cependant, les importateurs de poudre de lait et la Confédération Tanzanienne des Industries réussirent à faire pression sur le Gouvernement pour lever l'interdiction, ce qui est arrivé l'année même où elle a été imposée. L'interdiction a été remplacée par une réduction de 25% des droits de douane et un tarif d'importation de 25%, et un tarif d'importation qui fut encore ramené à 20% en 2002¹³. Van der Mast conclut

⁸ Kurwijila, L.R., Boki, K.J., 2003 / Assessment of dairy development in Tanzania / FAO, Rome

⁹ <http://www.tanzania-online.gov.uk/Agriculture.htm#Livestock>

¹⁰ Une grande partie des importations de l'Afrique du Sud ne provient pas des fermes laitières sud africaines, mais est importée en Afrique du Sud par des compagnies multinationales et re-exportée vers le continent africain, et donc pourrait provenir tout aussi bien de l'UE.

¹¹ http://www.fao.org/docrep/meeting/008/J2088e/J2088e00.htm#P119_18218

¹² FAO: Committee on commodity problems, inter-governmental group on meat and dairy products, 20th session, Winnipeg, Canada, 17- 20 June 2004, Impact of import surges: country case study results CCP: ME 04/2 http://www.fao.org/docrep/meeting/008/J2088e/P119_18218

¹³ Van der Mast, S., 2004 / Coherence Capped; Investigating coherence between Common Agricultural Policy and dutch development policy; A case study of protection in the Tanzanian dairy industry / University of Groningen

¹⁴ Ibid: 36

qu'une certaine dynamique coïncide avec l'imposition droit et du tarif douanier : les importations de produits laitiers (tableau 4) ont baissé et le prix du lait a augmenté. Dans le même temps les ventes de lait de Tanga Fresh, une compagnie laitière locale, grimpèrent de 297 millions en 2000 à 736 millions de shillings Tanzaniens en 2002. Van der Mast lie clairement l'augmentation des ventes après imposition des tarifs et droits à l'amélioration de la position compétitive du lait produit localement contre la poudre de lait importée¹⁴.

Ceci est soutenu par la FAO, qui conclut que bien que les quantités importées de pro-

Tableau 5:
Importation en équivalents lait en pourcentage de consommation

Années	1999	2000	2001	2002
Litres équivalents de lait	40.508.530	25.138.814	22.788.132	13.897.478
Années	1980	1990	2000	
Importation en % de consommation	44	22	20	

ducts laitiers soient petites par rapport à la production totale, elles sont significatives en comparaison de la part de la production domestique qui est commercialisée dans les marchés urbains et créneaux. Les importations, qu'elles soient petites ou grandes en quantité peuvent ainsi avoir des effets adverses sur la croissance de la production domestique et les industries de transformation. Etant donné que le laitage contribue significativement au développement économique rural et qu'ils procurent ainsi des opportunités aux ménages à faibles ressources, limiter les importations de produits laitiers, par exemple en imposant une taxe d'importation, a été bénéfique à de nombreux paysans en Tanzanie. Cependant, des politiques telles que celle là qui a été mise en œuvre par le Gouvernement Tanzanien sont de plus en plus combattues par les politiques de libéralisation menées par les Institutions Financières Internationales et les pays à l'OMC et dans les négociations Régionales et Bilatérales.

Burkina Faso : un marché ouvert

Il y a environ 5 millions de têtes de bétail au Burkina Faso, principalement des bœufs situés en dehors des zones urbaines, et dont 20% sont utilisés pour la production laitière¹⁵. L'élevage à la ferme est un important secteur pour l'économie, comptant pour 12,3% du PIB¹⁴ et se classant second (après le coton) en terme de revenus d'exportation¹⁶. Puis que l'essentiel de l'activité agricole consiste en une agriculture de subsistant, le secteur est aussi important pour les moyens d'existence des gens. Après tout, le laitage à la ferme procure au fermier un revenu régulier puis que le lait est vendu sur une base quotidienne. Les animaux de trait peuvent aussi procurer du fumier bon marché pour la production de cultures de rente dans un système agricole mixte. De plus, boire du lait procure des bénéfices sanitaires à des pays tels que le Burkina Faso où la consommation de nutriments est basse. Acheter des bœufs est considéré comme un investissement

Source: FAO 2004 /
Livestock Sector Brief /
FAO, Burkina Faso



relativement sûr puisque leur valeur ne déclinera pas soudainement.

La production du lait est relativement faible au Burkina Faso (environ 177 kilogramme de lait par an), spécialement en comparaison avec les chiffres de production des USA et de l'UE à 7.654 kilos et 5.610 kilos respectivement¹⁷. La plus grande partie du lait (environ 80%) est consommée par les producteurs eux-mêmes, où est vendu au marché informel (15%), tandis qu'un petit pourcentage seulement atteint le marché commercial (5% de la production totale). D'après les chiffres de la FAO, la production totale de lait pour 2002 était de 179.800 millions de tonne, tandis que la consommation totale était de 227.770 millions de francs (base de données statistiques FAO: www.fao.org).

L'UE est le principal partenaire commercial du Burkina Faso (principalement les Pays-Bas et la France). Il y a eu une forte tendance baissière de la quantité de poudre de lait

importée durant ces dernières années, cependant ceci pourrait être dû à une baisse de l'aide alimentaire, qui était fournie sous forme de lait en poudre et comptabilisé comme importation également¹⁸.

Malgré cette tendance à la baisse, les importations continuent à influencer le marché laitier local, spécialement lorsqu'on considère la taille du marché commercial comparé à aux données de production et de consommation totales. La dépendance sur les importations pour la consommation de lait se montait à environ 20% en 2000. l'importation du lait en poudre s'est fortement élevée entre 2002 et 2003 – l'UE a exporté 967,073 tonnes de lait en poudre en 2002, atteignant 1.579.745 tonnes en 2003¹⁹.

Comment mentionné plus haut, il est consommé plus de lait dans les zones urbaines, où la demande est principalement satisfaite par les importations²⁰. Ceci signifie que les pourvoyeurs externes dominent le marché commercial du lait et d'autres produits laitiers, et que les producteurs locaux ne jouent qu'un rôle marginal dans leur propre marché local. Ceci peut s'expliquer par la faible productivité de leurs bœufs, de faibles infrastructures, et un manque de technologie avancée. Cependant, la différence entre le prix du lait en poudre importé et du lait produit localement (voir tableau 6) est souvent

Tableau 6:
Prix de différents types de lait au Burkina Faso en 2005

Produits	Price per litre/CFA*
Lait reconstitué à base de lait en poudre	200F
Lait frais produit localement et livré à des unités de transformation du lait	300F
Lait reconstitué à partir de la poudre de lait pour usage familial	400F
Lait produit localement, pasteurisé dans les unités de transformation	500F
Lait produit localement, pasteurisé dans des magasins d'aliments	600F
Lait importé d'ultra haute température	800F

Source: M. Oudet

*CFA est une monnaie en usage dans 12 pays qui étaient soit des anciennes colonies ou sous protectorat français.

sous estimée en tant que facteur contributif. La présence d'un marché fiable est aussi importante pour le développement du secteur, et au regard de ce que le lait produit localement est plus cher que les produits laitiers importés, cette stabilité n'existe pas présentement. L'incapacité des petits fermiers à compétir avec les produits importés ne donne aux producteurs locaux que peu de motivation à améliorer la production et à devenir plus compétitifs. Les investissements pour régler les problèmes et trouver les solutions manquent. Conséquemment, on pourrait dire que la présence des importations de lait a empêché tout développement dans le secteur laitier depuis l'indépendance du Burkina Faso²¹.

¹⁵ FAO, 2004 / Livestock sector brief / FAO, Burkina Faso

¹⁶ Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)

¹⁷ International Dairy Federation (IDF) / Bulletin of the IDF, No. 361 and FAO, 2004 / Livestock sector brief / FAO, Burkina Faso

¹⁸ <http://www.mra.gov.bf/statistiques/laitieres.htm>; Nous devons aussi prendre en compte le fait que les données sur l'importation ne sont pas toujours très fiables.

¹⁹ UN Commodity Trade Statistics Database: <http://unstats.un.org/unsd/comtrade/>

²⁰ Metzger R., Centres J.M., Thomas L., Lambert J.C., 1995 / L'approvisionnement des villes africaines en laits et produits laitiers / Etude FAO Production et santé animale / FAO, Rome

²¹ SOSFAIM, 2004 / Défis Sud, No. 63 / http://www.sosfaim.be/Defis-Sud/ds63/06-07_defi-sud_63.pdf

3 Impact environnemental de la laiterie dans la région



Le système d'élevage dominant au Burkina Faso et en Tanzanie est celui de transhumance : les troupeaux sont déplacés d'un pâturage à un autre pour leur alimentation. Dans la partie suivant de cette étude l'impact du développement laitier et les besoins spécifiques pour une intensification seront analysés en profondeur. La Situation au Burkina Faso est utilisée comme exemple

Contraintes de ressources

En général, de nombreuses zones en Afrique ont des sols pauvres et un climat défavorable pour l'agriculture. Ceci est spécialement vrai pour le Sahel – la frange semi-désertique du Sahara qui s'étend de Mauritanie au Tchad²². Par exemple, la production de céréales a baissé passant de 150 kilos à 130 kilos par tête durant les 35 dernières années, tandis que la production partout ailleurs a augmenté. Cette tendance baissière est même plus alarmante lorsqu'on prend en compte que la population en Afrique Subsaharienne (ASS) a augmenté de plus de 3% dans les années 80 et au début des années 90, tandis que l'offre totale alimentaire ne s'accroissait que de moins de 2%²³.

Les précipitations en ASS peuvent être lourdes et érosives, et à cause des hautes températures, il y a un fort retournement de la matière organique.

Le niveau pluviométrique est encore beaucoup plus bas que le potentiel d'évapotranspiration (l'eau s'évapore plus vite qu'elle n'est fournie à travers les pluies), causant différentes saisons sèches limitant la croissance des plants. Durant la période de Novembre à Décembre qui est celle de la récolte, les troupeaux peuvent vivre des résidus des cultures. Pendant la saison sèche, de Janvier à Juin, le système de transhumance déplace les troupeaux du Nord au Sud du pays. En saison de pluie, de Juillet à Octobre, les troupeaux broutent généralement dans des pâturages communautaires. La qualité des sols est aussi non favorable. Les vieux rochers sont le type de sol dominant et il existe seulement quelques jeunes montages à parcs, de jeunes sédiments et des dépôts volcaniques riches dans les pays de l'ASS. La situation en ASS est même pire si l'on considère les équilibres annuels en éléments minéraux, que l'on estime en déficit pour le Natrium, Kalium, et Phosphore pour l'ASS en général. De plus, la réduction d'éléments minéraux est élevée dans la plupart des pays de l'ASS, tandis que l'utilisation de ces éléments dans les pays de l'ASS est faible en comparaison aux autres parties du monde. Le tableau 7 montre les différences dans l'utilisation des éléments minéraux. Les sols possèdent ainsi peu d'éléments minéraux naturels pour la croissance des plantes. Les conditions éco-

Tableau 7:
L'application moyenne d'éléments minéraux dans les différentes parties du monde

Pays	Application moyenne d'éléments minéraux (kilos par ha)
ASS	10
L'Afrique toute entière	20
Monde	85
Europe de l'Ouest et Asie de l'Est	200

Source: Voir note 22

logiques générales en zone Sub-Sahélienne nécessitent donc, si les stratégies de développement agricoles doivent y être couronnées de succès, intensification de l'agriculture par utilisation d'inputs externes.

Les paysans sahéliens, ainsi que montrés plus haut, ont peu d'encouragement à maintenir tous seuls un rendement amélioré. Les coûts sont plus élevés que n'importe où ailleurs, ce qui signifie que les prix des engrains sont plus élevés au Sahel qu'en Europe. La production extensive et les faibles doses par unité de terrain conduisent à des coûts élevés de transport et de distribution. De plus, les inputs utilisés dans les terres marginales sont inefficaces²⁴. A côté de ceci, l'utilisation d'inputs externes nécessite un marché orienté vers la production, en d'autres termes, la compétition.

Dans la végétation naturelle au Burkina Faso, les herbes et feuilles (nourriture de haute qualité) sont la base de la nutrition des

ruminants. Les paysans ont cependant, accès aux résidus de cultures et sous produits d'agroindustrie comme complément durant la saison sèche. Les culture fourragères²⁵ sont encore rarement utilisées, malgré le fait qu'elles auraient pu l'être pour l'intensification de la production. Au regard de la qualité de l'alimentation du bétail, la contrainte majeure apparaît être la courte saison de croissance, qui varie de 2 à 6 mois suivant la zone. Hors de la saison d'actives croissances les prairies ont une très faible valeur nutritive, inappropriées pour les besoins d'entretien de bétail. Durant cette saison, il n'y a pas assez de protéine dans l'herbe pour couvrir les besoins d'entretien des ruminants. Afin d'équilibrer leur consomma-

^{22, 23, 24} Breman et al., 2001 / Resource limitations in Sahelian agriculture / Global Environmental Change, vol.11:59-68 / Elsevier

²⁵ Aliments grossiers , spécialement pour le bétail et les chevaux, composés des plantes entières ou de feuilles et chaumes de cultures céréalières.

tion de nutriments, les ruminants s'appuient sur les arbres et arbustes fourragers. Dans tous les cas, les fourrages sont pauvres en dehors de la saison de croissance active.

Les résidus de culture sont donc une importante ressource fourragère. Ils incluent des céréales telles que les millets bulrush, le sorgho, le maïs, et la paille de riz aussi bien que les tiges des légumineuses, et voandzou. Les niébés pourraient avoir le potentiel pour le développement du secteur laitier dans les pays de l'ASS tel que le Burkina Faso parce que ce type de spéculation est résistant à la chaleur, ce qui signifie qu'elles produisent des aliments hautement protéiniques même sur des sols pauvres²⁶.

L'amélioration de la disponibilité et de la qualité du fourrage a été une préoccupation pour les responsables de l'élevage animal depuis les années 1950 au Burkina Faso. Malgré quelques résultats intéressants, le développement nutritif fourragère est très timide. Seuls les doliques (*Lablab niger*), le niébé à double emploi et le haricot velours (*Mucuna sp.*) ont été assez bien acceptés par les producteurs. Malgré cet acceptation, les surfaces de culture des fourrages restent petites. De manière générale, il y a trois principaux types d'obstacles à la culture fourragère : le problème des droits fonciers, le problème du temps au sein du calendrier agricole et le problème

de l'offre en semence. En climat incertain comme c'est le cas en zones Sahélienne et Subsahélienne, les producteurs doivent donner la priorité aux cultures alimentaires. C'est pour quoi les paysans de ces régions acceptent plus facilement le niébé à double emploi que des cultures purement fourragères. Le calendrier agricole des fourrages est presque le même que celui des céréales ; il y a par conséquent conflit dans la demande de main d'œuvre et le fourrage est perdant. Finalement, la faible disponibilité en semence est la principale contrainte au développement des fourrages semés. La demande est de loin plus grande que l'offre et le prix des semences importées est hors de portée, augmentant ainsi le prix des laiteries, suivant la disponibilité en fourrage.

Commercialisation de l'industrie laitière et écologie

La situation actuelle du secteur laitier au Burkina Faso est encore dominée par le système d'élevage de transhumance. Ceci signifie que les troupeaux se déplacent d'un pâturage à un autre pour les besoins alimentaires. Comme nous l'avons vu, le climat rend le Burkina Faso plutôt inapproprié pour une exploitation intense des sols, de même pour l'élevage. Une des raisons pour lesquelles les éleveurs choisissent de pratiquer les transhumances est que le prix de l'alimentation est trop élevé²⁷. Par conséquent,

²⁶ Centre de Recherche pour le Développement International

²⁷ Ogrin, O.R., 1998 / Environmental problems associated with livestock production in tropical Africa / *The Environmentalist*, Vol. 19, No. 2



la seule solution est de profiter du bien commun que constituent les aires de broutage. D'un point de vue commercial, le système de transhumance pose des problèmes, dans la mesure où il est incapable de soutenir permanentemment le marché urbain, c'est à dire toute l'année, en lait.

Les coûts négatifs externes que ce système pourrait entraîner ne sont évidemment pas inclus dans un quelconque prix de revient. Dans un système de transhumance non planifié, où des terres communes sont utilisées

sans (co)gestion, les éleveurs se font compétition. A cause de la rareté des terres de broutage, et des fourrages nutritifs, ils essaient d'acquérir autant de fourrage que possible pour leurs troupeaux. Ceci mène évidemment à une exploitation non durable des terres de broutage communes.

En ce sens, de système actuel de transhumance cause une dégradation environnementale parce que un élevage et une agriculture accrue ont causé une excessive dévégétation.

Des études ont prouvé que l'élevage entraîne des changements dans la végétation. Au Sahel, certains types de végétations furent d'abord remplacés par d'autres espèces qui étaient plus résistantes au pâturage. Ensuite, ce type a encore été remplacé par un autre qui était moins approprié au pastoralisme. Finalement la couche herbacée a disparu. A la fin du processus, seuls de petites touffes, impropre à la consommation animale, sont restées. La dégénérescence de la couche herbacée est allée de concert avec la dégénérescence des buissons vers un état de stérilité du sol ²⁸. Un système sédentaire autoriserait une meilleure utilisation du sol et gestion de l'eau et les fourrages agricoles pourraient être utilisées à partir des sous produits industriels et agroindustriels²⁹. Ceci diminuerait la pression que subissent les terres de pâturage communes.



²⁸ Boutrais, J., 1994 / Dynamique des systèmes agraires; à la croisée des parcours; pasteurs, éleveurs, cultivateurs / Orstom, Paris

²⁹ Ogri, O.R., 1998 / Environmental problems associated with livestock production in tropical Africa / *The Environmentalist*, Vol. 19, No. 2

En plus cela pourrait réduire les problèmes créés par la compétition pour les terres et les ressources aquatiques tel que l'a relevé le Ministre de l'Elevage. Actuellement la pauvre gestion est aussi une barrière au développement du secteur. L'amélioration de la gestion non seulement rendrait le secteur plus productif et compétitif mais il pourrait entraîner la résolution de nombreux problèmes qui sont directement liés à une mauvaise gestion. Bien que le problème de gestion puisse exister, aussi bien dans le système de transhumance que le système périurbain, dans ce dernier cas la gestion du sol est facilitée; le fumier peut être réutilisé et la paille est disponible pour l'absorption de l'urine.

La commercialisation dans le secteur laitier au Burkina Faso pourrait conduire à un transfert de la transhumance à un système d'élevage sédentaire ou semi-sédentaire. Ce dernier aussi appelé système périurbain, installe les troupeaux à côté des centres urbains. Afin de commercialiser le lait, il est important d'être proche du marché formel, que l'on trouve dans les zones urbaines. A cause du caractère de périsabilité du lait, le temps est d'importance capital dans la manutention, le transport et la transformation du produit. Du fait du manque de bonnes infrastructures à travers le pays, il est important d'être proche des unités de transformation. Ceci entraînera plutôt une plus grande pression sur les zones rurales autour des cités.

Recommandations et conclusion

16

Recommandations et conclusion



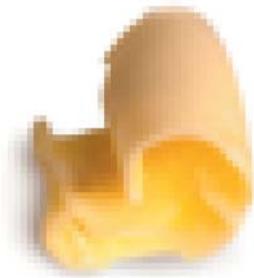
L'agriculture emploie la majorité de la population du Burkina Faso et de la Tanzanie. Le développement laitier sembla avoir un potentiel, mais le subventionnement des produits laitiers au USA et dans l'UE est une barrière. Comme les gens au Burkina Faso et en Tanzanie comptent sur l'activité agricole pour leur subsistance, le développement graduel de ce secteur pourrait réduire la pauvreté de nombreuses personnes. Le lait en poudre importé à faible prix, sur classe les produits locaux, compliquant la sortie des producteurs de la soi-disante 'trappe de pauvreté': le dévelop-

pement du secteur laitier est plus compliqué encore par l'environnement écologique difficile dans lequel il doit s'effectuer. L'investissement nécessaire pour surmonter ces barrières écologiques est donc élevé. Face à la contrainte de forte compétitions venant de l'extérieur, de tels investissements ne seront pas possibles sans à côté des règles réglementant le commerce. Si les investissements dans le secteur laitier périurbain réussissent, cela contribuera à empêcher le surfacturation et en tant que tel également empêcher une plus grande désertification.

Ainsi, su l'UE est sérieuse à propos du développement durable, elle doit:

- 1 Réformer radicalement sa politique agricole commune stimulant les exportations, spécialement pour ce qui est des subventions à l'exportation;
- 2 Procurer aux Gouvernements des pays en développement l'espace de politique nécessaire pour la protection de leurs marchés contre les importations;
- 3 Assister Gouvernements et fermiers dans la recherche des voies durables pour le développement du secteur laitier.

Crédits



Stefan Verwer (Both ENDS), **Julien Sunyé**, and **Reanne Creyhton** (IUCN-National Committee of the Netherlands) ont rédigé cette étude. En s'appuyant grandement sur l'expertise de **Pieter van der Gaag** (IUCN-National Committee of the Netherlands), **Martien Hoogland**, **Burghard Ilge**, **Casper van Nassau** (Both ENDS), **Roel Bosma** (WUR), **Michel Oudet**, et **Saskia van der Mast**.

Edition **Karin Engelbrecht** (Amsterdam) / Traduction de l'Anglais **Honoré Ndoumbe Nkotto** FOCARFE (Cameroun) / Mis en page et Image **Margo Vlamings** (Arnhem) / Mis en page édition Français **Mick Pantelaras** (Grave) / Impression **Drukkerij Advadi** (Westervoort).

© Juin 2005 / Septembre 2006 (édition Français)

Ce document a été produit avec l'assistance financière du Ministère néerlandais du Logement, de L'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (VROM) et de la Commission Européenne. Les vues exprimées ici sont celles de Both ENDS et de IUCN-National Committee of the Netherlands et ne peuvent donc en aucun cas être prises comme reflétant l'opinion officielle VROM et de la Commission Européenne.

National Committee of
The Netherlands



www.iucn.nl



www.bothends.org